

**François Duprat**

**MANIFESTE  
NATIONALISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE**

EDITIONS NOTRE COMBAT

NATIONAL - SOCIAL - RADICAL



Notre situation politique impose une révision drastique de nos thèmes et de nos méthodes d'action, mais il ne s'agit pas, cette fois-ci, de se limiter à une critique, hélas trop facile, des expériences antérieures.

Il est frappant de constater que nos axes de réflexion sont uniquement fondés sur l'histoire des mouvements nationalistes français, en dépit de nos professions de foi anti-chauvine et « européennes ». Nous négligeons systématiquement l'apport, passé mais aussi présent, de mouvements infiniment plus importants que les nôtres, sous prétexte d'une « spécificité nationale ».

Certes, chaque pays a une vocation particulière et l'on ne peut plaquer sur lui des méthodes d'action adaptées à d'autres structures. Mais il ne faut pas exagérer cette difficulté. C'est l'incroyable ignorance de l'Histoire et de l'actualité par les chefs nationalistes français qui a conduit à cet état de fait.

Il est donc possible de se mettre à l'école des autres organisations nationalistes, en faisant l'effort d'adaptation assurant la bonne interprétation de la stratégie et de la tactique suivies par ces mouvements.

Le programme d'action nationaliste, qui est présenté ici, est directement issu de cette prise de conscience : le nationalisme révolutionnaire représente une valeur universelle que chaque peuple découvre selon des modalités propres, tout en se rattachant à un fond commun.

Notre tâche est de définir cette « Voie française vers la Révolution nationaliste », seule possibilité qui existe pour notre cause de combattre pour la victoire et non pas pour de nouvelles défaites !

## Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ?

Nous devons essayer de définir d'une façon concrète ce qu'est le nationalisme révolutionnaire, en évitant de dire ce qu'il n'est pas (comme on le fait le plus souvent), mais bien en insistant sur ce qu'il est d'une façon positive.

Le nationalisme révolutionnaire représente une tentative de prise en charge de la crise actuelle de l'Europe, sur le plan d'une remise en cause radicale des valeurs de la dite société. Ce nationalisme révolutionnaire propose comme noyau central de l'action humaine l'idée de Nation, conçue comme un rassemblement organique d'éléments qui, sans elle, ne représenteraient qu'un agrégat sans consistance et traversé de tensions destructrices. La Nation organisée ne peut être qu'une nation où les différences de classe ont été éliminées d'une façon réelle, et non par des vœux pieux, car de telles différences supposent automatiquement des tensions, néfastes à l'harmonie nationale. Ces tensions doivent être éliminées par l'État, qui est celui du « peuple tout entier ». Comment pouvons nous définir le peuple d'une façon cohérente ? Le peuple ne peut être que l'ensemble de ceux qui contribuent au développement national, ce qui en exclue les profiteurs, les parasites, les représentants des intérêts étrangers. Quels sont les groupes sociaux qui font partie de la réalité de notre peuple ? :

–les ouvriers, en tant que producteurs de base ;

–les paysans, petits propriétaires, fermiers, métayers ou ouvriers agricoles, puisqu'ils forment un groupe directement attaché à la production ;

–la petite bourgeoisie, dans la mesure où elle participe elle aussi à la production, et où ses activités de service et de distribution sont directement liées aux nécessités du développement harmonieux des échanges au sein de la population ;

–les éléments nationaux de la bourgeoisie en tant que classe maîtresse d'une bonne partie des moyens de production, c'est-à-dire tous les participants actifs à la production, au niveau de la direction et de la gestion, dans la mesure où ils forment un secteur réellement indépendant des groupes et intérêts étrangers. Nous devons insister sur

l'aspect national exigé de ce groupe en sachant qu'une bonne partie de ses membres sont, en réalité, liés à des forces étrangères à notre peuple.

Le nationalisme révolutionnaire envisage la France comme une nation colonisée, qu'il est urgent de décoloniser. Les Français se croient libres alors qu'ils ne sont, en vérité, que les jouets des lobbies étrangers, qui les grugent et les exploitent, grâce à la complicité d'une fraction des classes dirigeantes, à qui ces lobbies jettent quelques morceaux de leur festin.

Face à cette situation, nous pouvons estimer que les conditions de lutte des nationalistes révolutionnaires sont similaires à celles qui furent le lot des groupes nationalistes du tiers monde (il importe peu, à cet égard, que la France, en raison de son passé colonial, ait été, en même temps, durant une certaine période, à la fois colonisatrice et colonisée en particulier sous la IV<sup>e</sup> République).

Il est évident que cette situation de pays colonisé n'est pas perçue par nos compatriotes ; cette cécité n'est due qu'à l'habileté de nos exploiters, qui n'ont de cesse que de prendre le contrôle des Mass Media, puis, insensiblement, de toute notre culture nationale, dont la réalité même peut désormais être délibérément niée. Par cette méthode, il devient incontestablement très difficile de faire comprendre aux Français qu'ils vivent dans un pays dont le peuple n'est pas forcément maître de son destin.

Le processus de destruction de notre identité nationale, pour hypocrite et camouflé qu'il puisse être, n'en est déjà pas moins très fortement entamé et le premier devoir des nationalistes révolutionnaires est d'y faire face.

La conscience de l'état de nation dominée qui est celui de notre patrie représente la première pierre de notre édifice doctrinal. En effet, nous devons estimer que notre devoir le plus impératif et le plus évident est de tout faire pour mettre fin à cet état de chose.

Puisque les Français ne sont pas les vrais maîtres de leur patrie, la traditionnelle opposition faite par les nationalistes entre un « bon capitalisme » national et un « mauvais capitalisme » international, n'est qu'une pure et simple duperie. Le capitalisme en France ne peut être qu'un outil entre les mains des véritables propriétaires de la nation.

Dès lors, les nationalistes révolutionnaires ne peuvent accepter une formulation économique totalement contradictoire avec leurs aspirations nationales les plus évidentes.

Le capitalisme est une formule économique qui sous-entend l'esclavage de notre Nation.

Mais il doit s'agir pour nous d'une opposition radicale et non uniquement dans les mots (comme ce fut trop souvent le cas). La Nation doit reprendre le contrôle de la vie économique, et, spécialement, des secteurs où les intérêts étrangers sont les plus puissants. Banques, secteurs de pointe, centres de recherche et de distribution doivent être repris par le peuple français. Le pseudo-sacro-saint principe de la propriété privée n'a pas à jouer, car des biens illégalement acquis ne réclament ni respect, ni compensation.

Les biens repris par la nation devront être gérés selon les techniques qui assureront à la fois la pérennité de leur récupération et une utilisation rationnelle. La formule la meilleure serait probablement un contrôle souple de l'État et la remise au public, sous forme de don ou de vente à bas prix, d'actions représentant le capital des biens retournés à la communauté nationale.

La reprise en main de notre économie permettra la récupération de l'indépendance nationale, puisque les éléments exploités, privés de toute source d'enrichissement, n'auront plus aucune raison de demeurer sur le territoire national. Nous devons donc considérer que notre programme de libération politique et sociale de notre peuple passe par l'adoption d'une économie communautaire au niveau des moyens de production. Les moyens de production sont aujourd'hui aux mains d'intérêts étrangers, pour une bonne part, soit directement, soit indirectement. Or, la possession de ces moyens représente la possibilité d'exploiter le travail de notre peuple, en secrétant de nouvelles richesses, qui assurent le renforcement de la mainmise extérieure.

La récupération des richesses nationales doit aller de pair avec la fin de l'imprégnation culturelle étrangère au sein de notre sphère civilisatrice. Nous devons remettre en honneur notre tradition nationale, refuser les apports extérieurs qui en sont la négation ou l'affadissement, tout en redonnant à notre peuple une tâche à la mesure

de son destin historique. Cette tâche ne peut être que l'édification d'un système politico-économique susceptible de servir de modèle aux nations confrontées au même problème, à savoir celui de la libération interne d'une influence extérieure prédominante.

En redonnant aux Français, l'ambition des nationalistes révolutionnaires se plaçant à ce niveau, la volonté de combattre et de vaincre, nous donneront le signal de la renaissance nationale de la Patrie. L'histoire glorieuse de notre nation a toujours été fondée sur une volonté acharnée de vivre libre ; en restaurant cette tradition multiséculaire, nous mettrons fin à ce processus de « génocide culturel et biologique », qui vise à détruire notre peuple et son organisation, en tant qu'entité cohérente et unie.

Notre volonté de libérer notre nation prend place dans une conception plus large de l'histoire, conception qui est à la base même de notre combat idéologique. Pour nous nationalistes révolutionnaires, l'histoire est fondée sur la compétition des peuples, qui agissent d'une façon bénéfique en vue de maintenir leur originalité dans tous les domaines, aussi bien sur le plan ethnique, culturel, politique, etc.

Tout ce qui s'oppose à cette originalité vise, en fait, à détruire le moteur même de l'histoire et constitue une attitude foncièrement réactionnaire et anti-populaire, au sens plein du terme. Jamais l'homme n'aurait pu progresser sans une attitude foncière d'émulation, par rapport à ses semblables et les luttes entre groupes, ethniques ou autres, soit militaires soit pacifiques, ont toujours été le véritable moteur de l'histoire. L'indépendance des groupes humains s'est codifiée, il y a des centaines d'années, dans un type, désormais universel, celui de l'État-Nation. Par contre, les tentatives d'Empires, universels ou plus limités, se sont effondrées dans le sang ou représentent, comme les Empires chinois ou soviétiques, de véritables « prisons des peuples », vouées tôt ou tard à l'éclatement, lors d'un nouveau « printemps des peuples ».

L'État-Nation, moteur de l'histoire, doit être homogène, non pas sur un plan strictement racial, ce que l'expérience historique ne prouve absolument pas, mais sur un plan de cohésion et de coopération mutuelle entre les divers participants de ce groupement historique. Les éléments qui refusent cette cohésion ne sont pas les bienvenus dans cet État-Nation et, au minimum, ne doivent pas avoir la possibilité

matérielle de développer leur influence et leur puissance au détriment de la communauté nationale.

L'histoire ne peut prendre son sens que si la réalité nationale des peuples est préservée. Le colonialisme économique et culturel que nous subissons, vise directement à interdire à notre nation de conserver ses caractéristiques propres. Le meilleur moyen de développer les potentialités nationales réside dans le maintien de notre intégrité en tant que peuple et tant que des menaces pèseront sur celle-ci, cette tâche sera primordiale pour les nationalistes révolutionnaires.

Ce souci exclusif de protection nationale ne se place pas dans le cadre d'une hostilité quelconque à l'encontre des autres entités nationales. Bien au contraire, nous pensons qu'une France nouvelle aurait comme objectif d'aider les autres nations-sœurs à acquérir le même type d'indépendance qu'elle.

Si l'histoire est, avant tout, le libre jeu des compétitions entre groupes organisés, le principe même de la vie humaine est, issu de cette conception. Pour nous, l'homme n'est capable de progrès que si sa vie est fondée sur deux principes clairs :

- émulation compétitive avec ses concitoyens,
- coopération avec les autres membres de son groupe.

L'émulation, facteur de progrès, doit être complétée par la coopération, pour éviter un écrasement, toujours possible, des faibles par les forts. La véritable fonction de l'État est d'ailleurs de compenser les inégalités inévitables, afin de maintenir la cohésion du groupe national.

Ce rôle de l'État est directement lié à notre conception de la nation ; l'État n'est pas seulement le gardien de l'indépendance de la Nation, il est aussi le garant de sa cohésion. L'État doit nécessairement disposer de larges pouvoirs et de moyens d'action étendus pour réaliser ses objectifs.

Mais l'État doit être réellement au service du peuple et non au service exclusif des intérêts des groupes dominants ; il doit être le régulateur de l'activité nationale, en cherchant en priorité à permettre le libre développement de notre peuple. Pour cela, l'État doit être directement issu du peuple et contrôlé par lui ; le peuple doit être associé à l'État et à ses organismes de direction. La pseudo-doctrine élitiste,

qui vouait la direction de l'État à des « élites » autodéterminées est à abandonner.

L'État populaire doit être un État où le peuple exerce pleinement ses droits politiques. En outre, il doit avoir les moyens de s'opposer à toute tentative d'oppression. Le meilleur moyen réside dans un article bien simple de la Constitution américaine : le droit pour tout citoyen de détenir à son domicile des armes pour sa défense. Cette conception du citoyen armé correspond d'ailleurs parfaitement à notre volonté de réaliser une véritable défense nationale, par la mise en œuvre d'une organisation militaire de type populaire (dans le style d'une Garde nationale, ouverte à tous les citoyens français).

Si les citoyens de l'État-populaire doivent participer pleinement à la vie et à l'organisation de leur État, c'est bien parce que nous refusons totalement la notion typiquement réactionnaire qui voudrait traiter les Français en mineurs incapables de prendre parti sur les grands problèmes de leur pays.

Nous estimons au contraire que les Français sont des êtres majeurs et il est évident que notre peuple doit prendre en main son destin, sa libération passant par son adhésion librement consentie à une politique de défense nationale et populaire. Dans cette optique, les nationalistes révolutionnaires sont favorables à une conception politique étatique d'un style nouveau, c'est-à-dire une forme d'État authentiquement populaire et fort.

**Populaire**, car tous les organismes étatiques doivent être issus du choix du peuple, le peuple participant à leur fonctionnement et à leur contrôle

**Fort**, car sa tâche très lourde ne peut être assumée avec succès que par l'existence de moyens de gouvernement permettant la mise au pas des intérêts étrangers.

L'État, ainsi conçu, est donc directement lié au peuple et ne peut exister que par lui et pour lui. Ainsi, dans cet État populaire, les Français auront la possibilité d'être les maîtres de leur destin, tout en récupérant leurs richesses nationales, dont ils sont aujourd'hui frustrés. De cette façon, ils comprendront parfaitement ce qui est en jeu et feront bloc pour défendre ce qu'ils auront ainsi reconquis, par leur action commune.

Comment parvenir à la naissance de l'État populaire ? Il est certain qu'un bouleversement aussi profond et aussi radical ne pourra s'effectuer sans des luttes violentes et nombreuses. Les exploiters de la nation n'accepteront pas d'être privés de leur butin sans se défendre avec une détermination sauvage. Si la menace devient réelle, ils bafoueraient sans hésiter leurs prétendues conceptions humanitaristes et répondraient par la terreur. Le combat politique doit donc être mené sur deux plans :

–sur le plan électoral, en informant les Français de ce qui les menace, en essayant de regrouper autour de nos thèmes le maximum possible de nos compatriotes ;

–sur le plan purement politique, en mettant sur pied une organisation capable de relever le défi qui lui sera tôt ou tard lancé par les ennemis de la nation, organisation régie selon une discipline et une rigueur toutes militaires, en raison des circonstances où elle pourrait être amenée à intervenir.

La lutte politique, surtout une lutte révolutionnaire radicale, est une chose sérieuse ; elle ne peut être menée que dans le cadre d'une organisation disciplinée et structurée. Il importe donc de séparer le mouvement nationaliste, organisation révolutionnaire, du parti chargé de représenter notre idéal au niveau de la population française.

Cette action à deux niveaux permet d'encadrer dans des mouvements ayant des buts similaires des individus qui ne sauraient cohabiter dans un mouvement unique. Quiconque accepte intégralement les principes et les buts du mouvement nationaliste, qui veut en partager les tâches et les risques, doit être membre du mouvement nationaliste. Ceux qui ne peuvent accepter qu'une fraction, plus ou moins importante, de ces mêmes principes, peuvent être membres du parti, afin de militer pour l'application de ce programme minimum des nationalistes révolutionnaires.

Dans ce cadre politique, les nationalistes révolutionnaires doivent considérer comme des ennemis d'un type similaire, sur le plan idéologique, les diverses organisations du centre, de droite ou de gauche. Ce refus de l'opportunisme doctrinal n'a évidemment rien à voir avec un pur sectarisme politique. Il est certain que nous devons réagir selon les nécessités du moment, sans nous laisser lier les mains par des a priori sans signification réelle.

Les nationalistes révolutionnaires combattent pour une révolution radicale ; pour cela, il est indispensable que les militants soient éduqués dans un esprit véritablement révolutionnaire. Cette éducation ne peut commencer que par l'adhésion totale des militants à l'idéologie nationaliste révolutionnaire. Un nationaliste révolutionnaire **doit** accepter l'idéologie nationaliste révolutionnaire, en militant au sein du mouvement nationaliste, noyau combattant du parti de la révolution nationaliste. Un nationaliste révolutionnaire **doit** accepter la discipline interne de son organisation, refuser le fractionnisme et prendre conscience de l'ampleur de la mission qui est la sienne.

La construction du mouvement nationaliste, premier cercle de la révolution est donc la tâche politique la plus urgente des nationalistes révolutionnaires. Elle doit prendre place avant toute autre initiative, car, sans le mouvement nationaliste, toute action politique nationaliste révolutionnaire serait vouée à l'échec, ce fut toujours le cas auparavant. La naissance du mouvement nationaliste ne peut pas être autoproclamée par tel ou tel groupe plus ou moins nationaliste révolutionnaire. Elle doit être le fruit d'un intense travail aussi bien doctrinal que politique et organisationnel. Le mouvement nationaliste ne peut exister que dans la mesure où l'idéologie nationaliste révolutionnaire a été rendu opérative, c'est-à-dire **après** le renouveau réel de cette pensée. Il ne peut exister, aussi, que dans la mesure où les nationalistes révolutionnaires disposeront d'un appareil de formation et d'éducation, assurant correctement des fonctions absolument indispensables dans un parti de type révolutionnaire (écoles de cadres, revues théoriques et historiques, documents politiques, critique de l'actualité, etc.). Cette formation doit se faire sur deux plans :

–une formation immédiate, assurant au noyau initial nationaliste révolutionnaire les moyens d'action qui lui rendront possible l'encadrement des futurs adhérents ;

–une formation plus tardive appliquée aux nouveaux adhérents en vue de les intégrer réellement à l'organisation nationaliste révolutionnaire, tout en leur permettant de remplir les fonctions importantes au sein du mouvement nationaliste.

Le processus de création du mouvement nationaliste ne peut être qu'une œuvre de longue haleine, mais il doit aller de pair avec des actions ponctuelles de type politique, militant ou électoral, afin d'éviter l'écueil classique de ce genre de formation étagée dans le temps, celui d'une déviation sectaire et ultra-minoritaire, entraînant un repliement de l'organisation sur elle-même. Pour ce, il est indispensable que les nationalistes révolutionnaires collaborent avec les autres fractions de l'opposition nationale, la rigidité doctrinale régnant au sein de leur mouvement leur permettant la plus grande souplesse au niveau de la tactique purement politique. Cette collaboration doit prendre la forme d'une politique de Front uni, soit sur des problèmes précis, soit dans le cadre de campagnes électorales ou de propagande.

L'édification du mouvement nationaliste, lorsque les moyens matériels et humains seront réunis, se poursuivra par la mise en place d'un parti plus large, dont les objectifs se limiteront à populariser certains thèmes nationalistes révolutionnaires, sans chercher à en faire passer la totalité dans la masse sympathisante. Cette deuxième étape de l'édification de l'organisation nationaliste révolutionnaire devra assurer la participation des nationalistes révolutionnaires à la vie politique, économique et sociale de la Nation.

Nous devons placer notre stratégie politique dans une perspective résolument optimiste : la France (et bien d'autres pays) va être confrontée à une crise d'ampleur inégalée depuis des dizaines d'années, ce qui entraînera la nécessité de solutions radicales. Notre faiblesse actuelle, au niveau de l'adhésion populaire, pourra, dans cette hypothèse, disparaître d'une façon extraordinairement rapide. Mais cette crise inévitable ne pourra tourner à l'avantage des nationalistes révolutionnaires que si ceux-ci se sont sérieusement préparés aux affrontements inéluctables. Le parti révolutionnaire peut se développer dans une période de bouleversement politico-économique, il n'a guère tendance à sortir alors du néant. Il est nécessaire de mettre en place les structures politiques du parti **avant** la crise, et non pas après son éclatement. Nous ne devons pas être atteints de cécité, en refusant de voir que la longue période de stabilisation de l'équilibre mondial, entamé dans les années cinquante, par une certaine mise en sommeil de la guerre froide et par l'extraordinaire relèvement économique de l'Europe,

est en train de se terminer. Nous sommes de nouveau dans la « zone des tempêtes », et, dès lors, tout redevient possible pour les nationalistes révolutionnaires.

Il ne faut pas se faire d'illusion : nos thèmes ne peuvent rallier à nous des gens satisfaits de leur sort ! Notre erreur a été aussi de croire qu'ils pouvaient nous rallier des gens vaguement inquiets ou même directement mis en cause par les bouleversements sociaux de ces dernières années.

Nous devons admettre que seuls des gens au pied du mur peuvent nous rejoindre, pour des raisons autres que celles purement idéologiques qui ne peuvent évidemment concerner qu'une fraction extrêmement minoritaire de nos concitoyens.

L'approche de la crise qui marque encore confusément la vie de notre pays nous impose une stratégie de tension. Nous devons essayer d'aggraver les contradictions internes de la société et de l'État, en nous opposant à toute tentative de « conciliation nationale », dont les véritables détenteurs du pouvoir ont probablement l'intention d'user si les tensions économiques et sociales s'accéléraient jusqu'au point de la rupture.

Les nationalistes révolutionnaires ont le devoir de préparer la révolution autrement que par des discours creux ou des appels enflammés. Pour cela, ils n'ont qu'une possibilité et une seule : constituer un parti soumis à une discipline de type militaire et organisé selon des formes réellement efficaces, dans le cas de l'ouverture brusquée d'une situation de crise révolutionnaire. Mais pour y parvenir, les nationalistes révolutionnaires ont un long chemin à parcourir, chemin qui passe par l'abandon de leur tendance à l'anarchisme petit-bourgeois, à leur penchant à des solutions conservatrices, à leur fractionnisme et à leur propension à se mobiliser ou à se démobiliser au gré d'enthousiasmes ou de découragements successifs et cela pour le plus grand danger de leur mouvement.

Nous devons former un type de militant qui soit adapté à l'action à mener, militant qui n'est pas forcément celui qui a été à l'honneur dans les mouvements précédents, mais qui doit être avant tout éduqué et « politisé », la politique étant curieusement absente des préoccupations essentielles de trop nombreux « nationalistes ». Ces militants

nationalistes révolutionnaires, encadrés et organisés, auront comme souci primordial d'agir dans leurs milieux propres, en diffusant les thèmes de leur mouvement, de la seule façon qui soit efficace, celle de la lente imprégnation et maturation. Il faut d'ailleurs différencier les militants, les formations de jeunesse, le parti et le mouvement nationaliste, ne réclamant pas le même genre de militantisme et le même style d'action.

Les nationalistes révolutionnaires ont comme mission de préparer la révolution qui vient et pour cela ils doivent rompre radicalement avec un passé de défaites et d'erreurs, au moins sur le plan purement national. Pourquoi se référer sans cesse à des groupes français du passé, dont l'incapacité totale saute aux yeux ?

Pourquoi ne pas faire référence à des mouvements qui sont, eux, des modèles de succès et non d'échec. Les nationalistes révolutionnaires se lamentent depuis des années sur le peu de résonance de leur propagande en milieu ouvrier, et ils n'étudient pas les modalités d'action de mouvements comme le Justicialisme en Argentine ou les Croix fléchées en Hongrie, qui sont arrivés à rallier une grande partie du prolétariat, tant urbain que rural !

Nous devons comprendre que les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont, certes, originaux, mais que des leçons très précises peuvent être tirées de l'histoire du mouvement nationaliste révolutionnaire dans le monde.

Nous entrons dans une nouvelle période de notre histoire politique ; aussi devons-nous entreprendre une révision radicale de nos thèmes, mais il nous faut éviter les erreurs qui furent commises dans des périodes similaires. En ne nous référant qu'à un passé très récent, la tentative de Venner, par Europe action, après la perte de l'Algérie, tentative originale de remise en cause du vieux fatras idéologique de l'extrême droite, a complètement échoué du fait de son enfermement dans une sous-philosophie dérivée d'un « matérialisme biologique », qui ne fut jamais clairement défini. La deuxième expérience, celle d'Ordre nouveau, après la tourmente de Mai 1968, a voulu faire l'impasse totale sur les problèmes idéologiques, en privilégiant l'action immédiate. Mais l'idéologie a la vie dure et les tensions que soulevait sa mise en sommeil ont finalement entraîné l'éclatement d'Ordre nouveau, avant même l'interdiction de ce mouvement.

## Une tentative de type nouveau

La situation politique actuelle impose aux nationalistes révolutionnaires d'infléchir leur action dans un sens différent de celui du passé. Il faut bien comprendre que des recettes qui ont toujours abouti à l'échec ne peuvent servir à nos tâches futures. Il est donc nécessaire de réviser nos concepts, tant théoriques que pratiques. Nous avons l'obligation de rompre avec un passé anarchisant et petit-bourgeois, qui a toujours interdit aux nationalistes révolutionnaires de disposer d'un appareil politique efficace. Nous devons changer nos axes de réflexion en sachant nous mettre à l'écoute des expériences intéressantes, même si elles ne sont pas de notre bord.

Nous ne devons pas craindre une quelconque « contamination idéologique », si nous mettons au premier plan de nos préoccupations l'édification de notre construction doctrinale. La contamination idéologique ne peut exister que dans une situation de « vide théorique », vide qui assure la libre pénétration des thèses adverses.

La stratégie politique à envisager doit être conçue pour répondre aux impératifs suivants :

- la création d'un parti révolutionnaire ;
- la formation de cadres politiques et militants dans une optique concrètement révolutionnaire ;
- la mise au point préalable d'une théorie révolutionnaire.

Quelles sont les méthodes les plus appropriées à ce but ?

–la création d'un organisme cohérent presse-informations-documentation qui assure les tâches diverses d'élévation du niveau culturel et « opérationnel » des militants nationalistes révolutionnaires ;

–la création d'une « école des cadres », fonctionnant sur un modèle scolaire, seul adapté à la forme éducative envisageable. Cours par correspondance, cours du soir et stages forment l'armature de cette école, des examens divers assurant le classement des militants et leur ascension ultérieure dans la hiérarchie du mouvement nationaliste ;

–la préparation attentive des axes de travail en milieu syndical, en vue de la formation de noyaux syndicalistes, en commençant par les milieux les plus réceptifs. Cette préparation doit se faire selon des normes similaires à celle de la mise en place du mouvement de type purement politique ;

–l’organisation d’un service d’ordre et de formation de jeunesse, coordonnés à la direction politique et disciplinés. La formation globale de ces éléments représente une nécessité encore plus impérative que celle des autres militants, tellement les risques de scission et de dissolution ou de déviation sont nombreux dans ce secteur particulier de l’action nationaliste révolutionnaire ;

–la formation d’un collège de responsables capables d’un travail politique réel et dont le nombre peut être relativement réduit. Ces responsables doivent provenir aussi bien des représentants les plus valables du courant nationalistes révolutionnaires que des militants issus des cours de formation du mouvement. Les responsables doivent d’ailleurs participer régulièrement aux cours de formation, afin de poursuivre le développement de leurs aptitudes techniques et politiques ;

–le dispositif nationaliste révolutionnaire doit être à la fois souple et cohérent, et la séparation parti/mouvement nationaliste répond à ces deux critères de fonctionnement.

### **La préparation de la révolution nationaliste**

Depuis bien des années, les militants nationalistes se réfèrent à l’idée d’une « révolution nationaliste », qui, abattant le régime plouto-démocratique, assurerait l’avènement d’un Ordre nouveau.

Par contre, la définition de ce que pouvait être la dite révolution a toujours été absente ou, dans le meilleur des cas, à peine esquissée par les mouvements se référant expressément au nationalisme révolutionnaire.

En fait, ces mouvement peuvent être définis comme strictement « historiques », c’est-à-dire uniquement gouvernés par les circonstances du moment et donc incapables d’une vision à long terme de leur stratégie révolutionnaire. Pour ne citer que le courant

directement issu de Jeune nation, on a pu enregistrer les positions suivantes :

–Jeune nation et le Front nationaliste, en raison de la crise algérienne et des possibilités de soulèvement militaire qu'elle posait, ont envisagé la « révolution nationaliste » sous une forme putschiste, avec comme unique perspective, le noyautage d'un coup de force de l'armée ;

–Europe action, dans la phase de repli politique qui a suivi la débâcle de l'OAS, a théorisé son impuissance militante en bâtissant une stratégie de formation de cadres « révolutionnaires », en rejetant l'idée même de révolution dans un brumeux et lointain avenir. La désintégration de l'organisation a suivi la découverte par de nombreux cadres et militants que les perspectives révolutionnaires n'étaient que des hochets offerts par une direction qui ne croyait pas à une véritable évolution de ce type ;

–Occident, en raison de ses origines (scission étudiante « activiste » d'Europe action), a prétendu pratiquer une action révolutionnaire, au moins dans ses intentions, mais sans jamais y mettre le sérieux et la technicité indispensables. L'action révolutionnaire a donc pris la forme d'un vague activisme, arrogant en période de calme relatif (1966-1967) et inexistant en période de véritable crise révolutionnaire (mai 1968) :

–Ordre nouveau, refusant de connaître le sort d'Occident (dissolution puis éclatement), a cherché à jouer la carte du « parti révolutionnaire ». Il s'agissait de créer, en trois phases successives, un parti révolutionnaire, disposant de cadres de valeur et d'une organisation solide, le tout au service d'une conception dynamique de la « Conquête de l'État ». Ordre nouveau, marqué à ses débuts par le souci de « respectabilité », du au désir de se démarquer des « trublions gauchistes », et par la volonté de se limiter au maximum à une action légale, finit par laisser le champ libre à ses militants, en fonction de sa crise interne, et se laissa entraîner dans un processus de violence stérile, débouchant pour finir sur une dissolution que ses responsables avaient refusé de prévoir et dont ils n'avaient rien fait pour parer les conséquences.

Quelle leçon pouvons-nous tirer de ces expériences successives ? Tout d'abord nous pouvons affirmer que les principes d'une action révolutionnaire doivent être « a-historique ». Si nous entamons notre action dans une période de calme, nous ne devons pas privilégier dans l'absolu une stratégie de lutte parlementaire. De même, si nous agissons dans une époque troublée, nous ne devons pas poser comme condition de notre combat celle régissant un quelconque activisme « urbain ».

Nous devons poser comme *a priori* qu'il est impossible de définir *ex nihilo* une stratégie définitive de lutte révolutionnaire. Personne ne peut exclure par exemple que la France ait à connaître un processus de type insurrectionnel, dans les mois ou les années à venir.

Comment, dans cette perspective, peut-on mettre sur pied un mouvement réellement révolutionnaire ?

Il s'agit de revenir aux anciennes définitions, qui n'ont rien perdu de leur valeur. Un parti révolutionnaire est une organisation structurée et hiérarchisée, apte à vivre et à progresser dans la clandestinité aussi bien que dans la légalité, formée de militants éduqués politiquement et tactiquement, dirigée par des spécialistes confirmés et dotée d'une idéologie unitaire « opérationnelle ».

Les nationalistes révolutionnaires, s'ils veulent sauver leur pays et sa civilisation, doivent accepter de s'organiser selon ces critères d'action.

Le parti nationaliste révolutionnaire doit être une armée politique, capable de faire face aux changements de situation, disposant de cadres et de militants réellement formés, habitués à concevoir des actions de type très variable en refusant tout amateurisme.

L'outil révolutionnaire ne peut se concevoir sans la réunion de moyens relativement importants, en sachant d'ailleurs que l'efficacité de l'organisation représente le meilleur moyen d'acquérir les finances indispensables à une lutte de longue durée.

Notre conception révolutionnaire est, elle aussi, fort simple : nous devons savoir faire cohabiter une organisation de combat et une organisation de formation et d'encadrement.

Dans l'hypothèse où le mouvement nationaliste révolutionnaire dispose des forces nécessaires à une lutte violente et soutenue, si ces forces sont disciplinées et organisées, il peut rallier à lui les masses de droite, qui recherchent toujours une force susceptible de les rassurer.

Contrairement à ce que l'on répète, en paraphrasant la loi de 1936 sur les « milices armées », l'État ne combat pas spécialement les formations de type paramilitaire, il dissout les mouvements, fussent-ils inorganiques, qui provoquent du désordre dans les rues. Ordre nouveau a pu, pendant des années, faire parader ses militants en casques noirs sans être interdit. Sa dissolution n'a eu lieu que lorsque, tombant dans le piège gauchiste, il a mis en évidence ses moyens de combat dans la rue, et a attaqué Censier, des réunions trotskistes à Nice, etc. C'est l'action illégale du Groupe d'intervention nationaliste, ridicule paravent d'Ordre Nouveau, qui a entraîné la dissolution du mouvement et non l'allure paramilitaire de ses militants.

Le Parti nationaliste révolutionnaire doit créer une organisation qui montre qu'il est capable de s'opposer à une prise de pouvoir par un coup de force communiste. Il faut bien comprendre que la position de « violence défensive » uniquement dirigée, au moins théoriquement, contre la menace de troubles d'extrême-gauche, est la seule qui soit susceptible de permettre le développement et la survie d'une formation de combat nationaliste.

Le parti doit être parallèlement doté d'une structure administrative qui rendra crédible sa prétention à être un mouvement révolutionnaire. Être révolutionnaire, ce n'est pas se vouer à la destruction de l'ordre ancien, mais bien préparer l'avènement de l'Ordre nouveau (qui passe par la destruction, évidemment, des structures anciennes). Or, il faut préparer à l'avance sinon tous les points précis de l'État à construire, au moins les équipes qui seront chargées de la mettre en place et les grandes lignes directrices de sa future organisation. Pour cela, il est indispensable de mettre sur pied une véritable « contre-société ».

Cette « contre-société » aura deux fonctions, aussi importantes l'une que l'autre :

–donner un plus grand dynamisme et une plus grande homogénéité aux nationalistes ;

–roder les futures équipes de direction de l'État nationaliste, tout en montrant à l'opinion publique que les nationalistes révolutionnaires possèdent un personnel politique compétent.

Nous avons à faire la preuve de notre crédibilité politique et notre erreur a consisté à rechercher cette crédibilité dans l'action électorale, alors que celle-ci ne pouvait être couronnée de succès que dans la mesure justement où elle aurait suivi l'acquisition d'une crédibilité politique.

Il est donc impératif de tout faire pour parvenir à ce seuil de crédibilité qui conditionnera notre action future.

Nous représentons une force totalement inorganisée, c'est-à-dire pas de force du tout, et notre premier souci doit être de tout faire pour mettre fin à cet état de chose.

Une possibilité d'action révolutionnaire n'existe que lorsque les éléments mécontents de la population sont encadrés par des gens ayant une conscience claire du but à atteindre et des moyens nécessaires pour y parvenir.

Mais cet encadrement est lui-même fonction de la prise de conscience par les personnes aptes à ce travail politique du chemin à suivre afin de réaliser leurs aspirations révolutionnaires.

Ce chemin ne peut être que celui de la lutte globale contre le régime en fonction de critères simples et cohérents :

–le parti est une armée disciplinée, lancée sans trêve à la conquête de l'État ;

–toutes les formes de lutte sont bonnes en soi et seule l'opportunité du moment doit permettre de faire un choix, obligatoirement provisoire, entre elles ;

–un corps d'officiers politiques, de techniciens révolutionnaires peut seul assurer la conduite de la lutte politique. Sa formation représente un préalable à toute action d'envergure ;

–la mise en place d'une idéologie opérationnelle et d'un programme concret sont elles-mêmes des préalables à la formation d'un corps politique et d'une organisation destinée à une action politique d'une certaine envergure.

Comment concevoir la révolution que nous voulons ? Le plus logique est d'envisager un affaiblissement progressif de l'État, une crise de civilisation toujours plus grande, un effondrement toujours plus évident des structures internes de notre société. Quand la crise de l'Occident aura atteint une phase infiniment plus critique que celle qu'il connaît de nos jours, une solution radicale pourra devenir acceptable pour des millions de Français. Les problèmes économiques de plus en plus sérieux qui se posent à notre pays, et à toute l'Europe, ne pourront qu'accélérer les tensions existantes, les conduisant plus rapidement vers des bouleversements dramatiques.

Une révolution ne peut s'accomplir que si nombre de conservateurs paisibles cessent d'être tentés par la perpétuation de l'ordre régnant. Il est plausible d'estimer que tel pourrait bientôt être le cas. Peut-on penser que la marche vers la révolution pourra se faire d'une façon brutale ? Ce n'est pas sûr mais cette hypothèse ne saurait être écartée. Dans ce cas, seule une solution de force pourra mettre fin à la crise. Dans ce cas, seul le mouvement capable de lancer dans la rue de nombreux militants, combatifs et disciplinés, pourra remporter la victoire et protéger notre civilisation.

Par contre, si le phénomène de dégradation est aussi lent que continu, il sera sans doute possible de rallier des centaines de milliers d'électeurs à un programme de salut public. Dans ce cas là, l'axe de la lutte se déplacera sur le plan électoral, ce qui entraînera l'adoption d'une stratégie politique fort différente de celle envisageable dans le cas d'une crise à dénouement brutal.

En tout état de cause, nous pouvons considérer que le processus révolutionnaire est désormais bel et bien engagé et nous devons nous tenir prêts à faire face aux événements qui s'annoncent.

Pendant des années, les nationalistes révolutionnaires ont dû se battre dans une sorte de brouillard, il n'était pas possible d'acquérir les « idées justes » car elles ne peuvent être fondées que sur l'expérience pratique et le contrôle idéologique. Lorsque la pratique existait, l'idéologie était absente, et lorsque l'idéologie faisait une timide apparition, c'était la pratique qui disparaissait aussitôt.

Maintenant, il est possible de « marcher sur deux jambes », de tester les « idées justes » sur les deux plans. Les nationalistes révolutionnaires ont des instruments d'action et des instruments de réflexion. Ils peuvent travailler à construire l'outil révolutionnaire,

dont ils ont, de plus en plus, la vision claire et nette. Construire un parti révolutionnaire n'est pas une tâche facile, mais nous avons pour la première fois les bases théoriques nécessaires à sa constitution : de même, nous avons entrepris de rassembler les moyens nécessaires à son lancement, en sachant que ce qui nous a manqué le plus durant les années d'efforts infructueux, c'est finalement moins les moyens matériels qu'une équipe directionnelle politique capable de coordonner et d'animer nos campagnes politiques. Nous ne sommes qu'au début du processus de mise en place des structures du parti révolutionnaire, mais nous avons une idée claire de la marche à suivre et du but à atteindre.

En rassemblant sur des thèmes politiques réalistes et efficaces de nombreux nationalistes révolutionnaires, nous pourrions redonner à notre camp l'esprit offensif qui lui manque depuis trop longtemps.

L'heure est à l'action et non à la critique stérile, à la réflexion théorique et non aux récriminations sans avenir. Nous continuons notre combat, mais en le fondant sur des bases nouvelles.

C'est par cette méthode politique que nous pourront engager une lutte plus efficace contre tous nos ennemis, ceux du Régime comme ceux du Bolchevisme.



